

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET MINISTERE DES FINANCES

F. 93 — 1430

4 JUIN 1993. — Arrêté ministériel portant approbation de l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 6 avril 1993 portant règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit

Le Ministre des Affaires économiques,
Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 52;

Vu l'arrêté de la Commission bancaire et financière du 6 avril 1993 portant règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit,

Arrêtent :

Article 1^{er}. L'arrêté de la Commission bancaire et financière du 6 avril 1993 portant règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit, annexé au présent arrêté, est approuvé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 juin 1993.

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET

Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Annexe

Arrêté de la Commission bancaire et financière du 6 avril 1993 portant règlement d'agrément des réviseurs et des sociétés de réviseurs auprès des établissements de crédit

La Commission bancaire et financière,

Vu la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, notamment l'article 52;

Vu la consultation des réviseurs agréés représentés par leur organisation professionnelle,

Arrête :

Section 1^{re}. — Des réviseurs agréés

Article 1^{er}. Pour pouvoir être agréé par la Commission bancaire et financière en vue d'exercer les fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès des établissements de crédit, il faut :

- 1° être Belge;
- 2° être membre de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises;
- 3° avoir exercé pendant cinq années au moins, une activité professionnelle impliquant que le candidat a acquis l'expérience de l'organisation et de l'exécution de missions de révision des sociétés et qu'il est apte à remplir avec indépendance et compétence des missions de commissaire-réviseur auprès des établissements de crédit;
- 4° jouir de ses droits civils et politiques;
- 5° ne pas avoir été condamné du chef d'infractions prévues par l'article 19 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à moins d'avoir été réhabilité;
- 6° ne pas avoir été déclaré en faillite, à moins d'avoir été réhabilité;
- 7° pouvoir disposer d'une organisation adéquate à l'exercice de ces fonctions auprès d'établissements de crédit.

Art. 2. L'appel aux candidats à l'agrément est publié au *Moniteur belge*, un mois au moins avant la date limite d'introduction des candidatures.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN EN MINISTERIE VAN FINANCIEN

N. 93 — 1430

4 JUNI 1993. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 6 april 1993 over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen

De Minister van Economische Zaken,
De Minister van Financiën,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op het besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 6 april 1993 over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen,

Besluiten :

Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 6 april 1993 over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 juni 1993.

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET

De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

Bijlage

Besluit van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 6 april 1993 over het erkenningsreglement voor revisoren en revisorenvennootschappen bij kredietinstellingen

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen,

Gelet op de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, inzonderheid op artikel 52;

Gelet op de raadgeving van de erkende revisoren via hun representatieve beroepsvereniging,

Besluit :

Afdeling 1. — Erkende revisoren

Artikel 1. Om door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te kunnen worden erkend om de functie van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling uit te oefenen, moet men :

- 1° Belg zijn;
- 2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren;
- 3° gedurende ten minste vijf jaar een beroepswerkzaamheid hebben uitgeoefend waarbij de kandidaat ervaring heeft opgedaan bij het organiseren en uitvoeren van externe controleopdrachten in vennootschappen en hij bekwaam is om onafhankelijk en op competente wijze opdrachten als commissaris-revisor bij kredietinstellingen te vervullen;
- 4° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;
- 5° niet veroordeeld zijn wegens misdrijven als bedoeld in artikel 19 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, tenzij eeerherstel werd verkregen;
- 6° niet failliet verklaard zijn, tenzij eeerherstel werd verkregen;

7° kunnen beschikken over een passende organisatie om deze functies bij kredietinstellingen uit te oefenen.

Art. 2. De oproep tot de kandidaten voor de erkenning wordt ten minste één maand vóór de uiterste datum voor het indienen van de kandidaatstellingen in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 3. La Commission bancaire et financière peut, pour l'application des conditions précisées à l'article 1^{er}, requérir du candidat la transmission d'un dossier et d'informations qu'elle détermine.

La Commission bancaire et financière décide de l'agrément après avis motivé d'une commission d'examen des candidatures qu'elle institue. Celle-ci comprend des délégués de la Commission bancaire et financière et au moins deux réviseurs agréés par la Commission exerçant des fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès d'établissements de crédit depuis cinq ans au moins après leur agrément ou ayant accédé à l'honorariat. Ces réviseurs sont présentés par l'association professionnelle des réviseurs agréés.

Les membres de la commission d'examen ne peuvent procéder à l'examen de la candidature de personnes ayant avec eux un rapport de parenté, d'alliance, de patronage, de cabinet ou d'association.

La commission d'examen peut entendre les candidats.

Art. 4. La Commission bancaire et financière publie dans son rapport annuel la liste des réviseurs agréés.

Seuls les réviseurs agréés peuvent porter le titre de « réviseur agréé par la Commission bancaire et financière ».

Art. 5. L'agrément cesse de plein droit lorsque le réviseur agréé n'as pas exercé, depuis six ans, de fonction de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès d'un établissement de crédit établi en Belgique. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie au réviseur par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Art. 6. La Commission bancaire et financière peut révoquer l'agrément lorsque le réviseur agréé :

1^o n'as pas rempli avec la compétence et la diligence nécessaires, ses obligations de collaboration avec la Commission bancaire et financière prévues par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et par ses mesures d'exécution;

2^o est définitivement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions;

3^o ne remplit plus les conditions d'agrément prévues par l'article 1^{er} du présent règlement, à l'exception de celle visée à l'article 1^{er}, 3^o.

La Commission bancaire et financière notifie au réviseur agréé, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, son intention de révoquer son agrément avec les raisons qui la justifient. Elle mentionne la faculté pour le réviseur de consulter le dossier.

Elle l'invite à faire valoir ses observations, dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois, par un mémoire adressé au Président de la Commission bancaire et financière.

A l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3, et si l'intéressé a fait valoir des observations, la Commission bancaire et financière soumet le dossier à l'avis d'une commission composée comme il est dit à l'article 3, alinéas 2 et 3.

La commission entend le réviseur agréé au plus tôt quinze jours après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3 du présent article. Celui-ci peut se faire assister par un avocat ou par un réviseur agréé depuis cinq ans au moins. Elle donne un avis motivé sur l'existence des circonstances visées à l'alinéa 1^{er}. Cet avis est communiqué au Président de la Commission bancaire et financière et, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, au réviseur agréé.

Le réviseur agréé a le droit d'être entendu par la Commission bancaire et financière, personnellement, assisté par un avocat ou par un réviseur agréé depuis cinq ans au moins, ou représenté par un avocat. Cette audition ne peut avoir lieu moins de quinze jours après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 3 du présent article si le réviseur n'a pas fait valoir ses observations. L'audition ne peut avoir lieu moins de quinze jours après la communication de la commission faite au Président de la Commission bancaire et financière prévue à l'alinéa 5 si le réviseur a fait valoir ses observations. Le réviseur agréé peut demander une prolongation de ces délais pour une durée qui ne peut excéder trente jours. Il peut déposer tout mémoire complémentaire.

Art. 3. Bij het onderzoek of de kandidaat aan de in artikel 1 bepaalde voorwaarden voldoet kan de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hem verzoeken haar een dossier over te leggen en haar de informatie te verstrekken waarom zij verzoekt.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen beslist over de erkenning na gemotiveerd advies van een door haar opgerichte examencommissie die de kandidaatsstellingen onderzoekt. Naast vertegenwoordigers van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen hebben in deze commissie ten minste twee revisoren zitting die door de Commissie zijn erkend en sinds hun erkenning reeds ten minste vijf jaar de functie uitoefenen van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling of die de eretitel van hun ambt voeren. Deze revisoren worden voorgedragen door de beroepsvereniging van erkende revisoren.

De leden van de examencommissie mogen geen kandidaatsstelling onderzoeken van personen met wie zij een bloed- of aanverwantschap hebben of met wie zij een betrekking hebben van patronage, kantoor of maatschappij.

De kandidaten kunnen door de examencommissie worden gehoord.

Art. 4. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen publiceert de lijst van de erkende revisoren in haar jaarverslag.

Enkel de erkende revisoren mogen de titel « door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisor » voeren.

Art. 5. De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkende revisor zes jaar lang geen functie van commissaris-revisor of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde kredietinstelling. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Art. 6. De Commissie voor het Bank- of Financieuzen kan de erkenning herroepen wanneer de erkende revisor :

1^o zijn verplichtingen op het vlak van de samenwerking met de Commissie voor het Bank- en Financieuzen als bepaald in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en in de uitvoeringsbepalingen van die wet, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt;

2^o definitief niet in staat is zijn functie uit te oefenen;

3^o niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden als bepaald in artikel 1 van dit reglement, met uitzondering van de voorwaarde als bedoeld in artikel 1, 3^o.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen brengt de erkende revisor met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot op de hoogte van haar motieven om zijn erkenning te herroepen, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid om inzage te nemen van het dossier.

Zij verzoekt hem om, binnen een termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een memorie aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen.

Wanneer de in het derde lid bepaalde termijn verstreken is en de betrokkene zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt, legt de Commissie voor het Bank- en Financieuzen het dossier ter advies voor aan een commissie die is samengesteld als bepaald in artikel 3, tweede en derde lid.

De commissie hoort de erkende revisor ten vroegste vijftien dagen na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van onderhavig artikel. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor. In een gemotiveerd advies beoordeelt de commissie of de omstandigheden waarvan sprake in het eerste lid zich in casu voordoen. Dit advies wordt meegedeeld aan de Voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkende revisor.

De erkende revisor heeft het recht om persoonlijk door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen te worden gehoord, bijgestaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende revisor of vertegenwoordigd door een advocaat. Deze hoorzitting kan slechts plaatsvinden nadat ten minste vijftien dagen zijn verstreken na afloop van de termijn waarvan sprake in het derde lid van onderhavig artikel indien de revisor zijn opmerkingen niet kenbaar heeft gemaakt. De hoorzitting kan slechts plaatsvinden ten vroegste vijftien dagen na de mededeling door de commissie aan de voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen waarvan sprake in het vijfde lid indien de revisor zijn opmerkingen kenbaar heeft gemaakt. De erkende revisor kan vragen dat deze termijnen worden verlengd voor een periode van maximum dertig dagen. Hij kan steeds een aanvullende memorie overleggen.

La Commission bancaire et financière décide définitivement, même si le réviseur agréé, dûment convoqué, n'a pas fait valoir ses moyens ou n'a pas comparu. Sa décision est notifiée dans la huitaine au réviseur agréé ou à son représentant par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle est communiquée à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises et à l'association professionnelle représentative des réviseurs agréés.

Art. 7. Sauf ce qui est réglé aux articles 5 et 6, l'agrément prend fin par renonciation ou lorsque le réviseur agréé atteint l'âge de 65 ans.

Art. 8. L'agrément du réviseur agréé qui exerce à 65 ans la fonction de commissaire-réviseur auprès d'un ou de plusieurs établissements de crédit est prolongé de plein droit, pour chaque établissement, au-delà de cet âge jusqu'à la clôture de la plus prochaine assemblée générale annuelle. Pour les établissements dont les comptes ne doivent pas, en vertu de la loi ou des statuts, être approuvés par une assemblée générale des associés, la prolongation de l'agrément du réviseur est de trois mois au-delà de l'exercice social ou comptable clôturé, avant ou après son soixante-cinquième anniversaire, selon que celui-ci se produit dans les trois premiers ou dans les neuf derniers mois de l'exercice social ou comptable.

Art. 9. La Commission bancaire et financière peut accorder le titre honorifique de sa fonction au réviseur agréé dont l'agrément prend fin et qui a rempli avec honneur pendant quinze années au moins des fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès d'établissements de crédit établis en Belgique, telles que prévues par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Section 2. — Des sociétés de réviseurs agréés

Art. 10. Peuvent être agréées pour exercer les fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès des établissements de crédit les sociétés de réviseurs inscrites à la liste de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises conformément à la loi du 22 juillet 1953 et qui remplissent les conditions suivantes :

1° être constituées selon la loi belge;

2° compter parmi leurs membres au moins un réviseur agréé par la Commission bancaire et financière en application de la section 1^{re} du présent règlement;

3° disposer d'une organisation adéquate à l'exercice des fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès d'établissements de crédit.

Si, pour quelque cause que ce soit, la société ne compte plus de réviseur agréé, elle doit, à peine de voir son agrément cesser de plein droit, remplir à nouveau cette condition dans les douze mois. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle peut, en tout temps, agréer une société de réviseurs qui remplit, à nouveau, les conditions visées à l'alinéa 1^{er}.

Pour l'application du présent règlement d'agrément il faut entendre par membres d'une société de réviseurs les associés, gérants ou administrateurs de cette société.

Art. 11. L'agrément des sociétés de réviseurs est accordé, sur la demande de celles-ci, après avis motivé d'une commission constituée conformément à l'article 3, alinéa 2. Les membres de la commission ne peuvent être membres de la société demanderesse. Ils ne peuvent avoir avec ses associés un rapport de parenté, d'alliance ou de patronage.

Les alinéas 1^{er} et 4 de l'article 3 sont également applicables. Pour cette application, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 12. La Commission bancaire et financière publie dans son rapport annuel la liste des sociétés de réviseurs agréées. Cette liste porte, pour chaque société, le nom des réviseurs agréés qui en sont membres.

Seules les sociétés de réviseurs agréées peuvent porter le titre de « Société de réviseurs agréée par la Commission bancaire et financière ».

Art. 13. L'agrément des sociétés de réviseurs prend fin par renonciation à l'agrément, par la cessation de plein droit conformément à l'article 10, alinéa 2 ou par révocation conformément au présent article.

La Commission bancaire et financière révoque l'agrément d'une société de réviseurs lorsqu'elle ne remplit plus les conditions d'agrément prévues par l'article 10, alinéa 1^{er}, 1° et 3°.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkende revisor zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Zij brengt haar beslissing binnen acht dagen ter kennis van de erkende revisor of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij deelt haar beslissing mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren en de representatieve beroepsvereniging van erkende revisoren.

Art. 7. Behoudens het bepaalde in de artikelen 5 en 6, loopt de erkenning ten einde door afstand of wanneer de erkende revisor de leeftijd van vijfenzestig jaar bereikt.

Art. 8. De erkenning van een erkende revisor die op vijfenzestigjarige leeftijd de functie van commissaris-revisor bij één of meer kredietinstellingen uitoefent, wordt na deze leeftijd voor elke kredietinstelling van rechtswege verlengd tot aan de sluiting van de eerstvolgende jaarlijkse algemene vergadering. Voor de instellingen waarvan de jaarrekening krachtens de wet of de statuten niet moeten worden goedgekeurd door een algemene vergadering van de vennoten, loopt de verlenging van de erkenning van een revisor tot drie maanden na de sluiting van het boek- of maatschappelijk jaar vóór of na zijn vijfenzestigste verjaardag, naargelang deze valt in de eerste drie dan wel in de laatste negen maanden van het boek- of maatschappelijk jaar.

Art. 9. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen kan een erkende revisor wiens erkenning eindigt en die ten minste vijftien jaar lang eervol functies heeft vervuld als commissaris-revisor of revisor bij in België gevestigde kredietinstellingen, als bepaald in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en de controle op de kredietinstellingen, de eretitel van zijn ambt verlenen.

Afdeling 2. — Erkende revisorenvennootschappen

Art. 10. Om de functie van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling uit te oefenen kunnen revisorenvennootschappen worden erkend die overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 zijn ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren en die aan de volgende voorwaarden voldoen :

1° opgericht zijn overeenkomstig de Belgische wet;

2° als lid ten minste één revisor hebben die door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen werd erkend met toepassing van afdeling 1 van dit reglement;

3° een passende organisatie hebben voor de uitoefening van de functie van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling.

Indien de vennootschap, om welke reden ook, geen erkende revisor als lid meer heeft, moet zij binnen twaalf maanden opnieuw aan deze voorwaarde voldoen, zoniet vervalt haar erkenning van rechtswege. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaarders-exploot. Zij kan op gelijk welk tijdstip een revisorenvennootschap erkennen die opnieuw voldoet aan de voorwaarden als bedoeld in het eerste lid.

Voor de toepassing van onderhavig erkenningsreglement dient als lid van een revisorenvennootschap beschouwd te worden, de vennoten, bestuurders of zaakvoerders van een dergelijke vennootschap.

Art. 11. Aan revisorenvennootschappen wordt op hun verzoek een erkenning verleend na gemotiveerd advies van een overeenkomstig artikel 3, tweede lid opgerichte commissie. De commissieleden mogen geen lid van de vennootschap zijn die om erkenning verzoekt. Zij mogen evenmin bloed- of aanverwantschap hebben met de leden van die vennootschap, noch een band van patronage.

Het eerste en vierde lid van artikel 3 zijn eveneens van toepassing. Daartoe laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die lid is van de vennootschap.

Art. 12. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen publiceert de lijst van erkende revisorenvennootschappen in haar jaarverslag. Deze lijst vermeldt voor elke vennootschap de naam van de erkende revisoren die er leden van zijn.

Enkel de erkende revisorenvennootschappen mogen de titel « door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen erkende revisorenvennootschap » voeren.

Art. 13. De erkenning van een revisorenvennootschap vervalt door afstand van de erkenning dan wel van rechtswege, overeenkomstig artikel 10, tweede lid of door herroeping overeenkomstig dit artikel.

De Commissie voor het Bank- en Financieuzen herroept de erkenning van een revisorenvennootschap wanneer zij niet langer voldoet aan de erkenningsvoorwaarden van artikel 10, eerste lid, 1° en 3°.

L'article 6, alinéas 2 à 7 est applicable. Pour l'application de ces dispositions, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 14. L'agrément cesse de plein droit lorsque la société de réviseurs agréée n'a pas exercé, depuis six ans, de fonction de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès d'un établissement de crédit établi en Belgique. La Commission bancaire et financière constate la cessation de l'agrément et la notifie à la société par lettre recommandée ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier.

Section 3. — De la désignation des commissaires-réviseurs ou des réviseurs et de la révocation de leurs fonctions

Art. 15. Sans préjudice à l'article 53, alinéa 3 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, l'accord de la Commission bancaire et financière prévu au même article 53, alinéas 1^{er} et 2 doit être obtenu préalablement à la proposition à faire par l'organe compétent de l'établissement de crédit à l'organe qui nomme. Lorsqu'il existe un conseil d'entreprise, l'accord doit être recueilli préalablement à la proposition à faire à ce conseil.

Art. 16. L'exercice par une société de réviseurs agréée de la fonction de commissaire-réviseur ou de réviseur auprès des établissements de crédit est soumis aux règles suivantes :

1^o la désignation de la société de réviseurs agréée est subordonnée à l'accord préalable de la Commission bancaire et financière sur la désignation de la société et sur la désignation par la société de son représentant et, lorsqu'il y a lieu, de son représentant suppléant;

2^o le représentant en activité répond personnellement à l'égard de la Commission bancaire et financière de l'accomplissement de sa mission;

3^o la société de réviseurs agréée ne peut mettre fin à la désignation de son représentant effectif ou suppléant que moyennant l'accord préalable de la Commission bancaire et financière; le remplacement éventuel du représentant se fait selon les modalités de la désignation telles que fixées au 1^o.

Art. 17. La Commission bancaire et financière est tenue informée, par l'établissement de crédit, de la rémunération attachée à la fonction de commissaire-réviseur ou de réviseur ainsi que de modifications apportées à cette rémunération.

Art. 18. En cas de révocation de l'accord visée à l'article 54 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, l'article 6, alinéas 2 à 7 du présent règlement est applicable. Pour l'application de ces dispositions, la société de réviseurs se fait représenter par un réviseur agréé qui en est membre.

Art. 19. La Commission bancaire et financière donne connaissance, sans délai, au réviseur agréé ou à la société de réviseurs agréée des communications adressées par elle à l'Institut des Réviseurs d'Entreprises en cas de révocation de l'accord prévue à l'article 54 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, en matière de révocation de l'agrément prévu par l'article 6 du présent règlement et lorsqu'elle dénonce à cet Institut, aux fins d'instruction disciplinaire, des agissements ou manquements du réviseur agréé.

Section 4. — Dispositions transitoires

Art. 20. Sont agréés de plein droit les réviseurs d'entreprises qui, à la date d'entrée en vigueur de la section 2 du chapitre 3 du Titre II de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, étaient agréés par la Commission bancaire et financière en application du règlement d'agrément et de discipline de la Commission bancaire du 6 septembre 1983 et qui exerçaient des fonctions de réviseur agréé auprès d'établissements de crédit de façon consécutive depuis cinq années au moins.

Art. 21. Pour l'application de l'article 3, alinéa 2, de l'article 6, alinéas 5 et 6 et de l'article 9, les fonctions de commissaire ou de réviseur prévues par l'article 19 de l'arrêté royal n^o 185 du 9 juillet 1935 et celles de réviseur agréé prévues par l'article 19bis du même arrêté royal tel que modifié par la loi du 8 août 1980, sont assimilées aux fonctions de commissaire-réviseur ou de réviseur dans un établissement de crédit prévues par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Artikel 6, tweede tot zevende lid is van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.

Art. 14. De erkenning vervalt van rechtswege wanneer de erkende revisorenvennootschap zes jaar lang geen functie van commissaris-revisor of revisor meer heeft uitgeoefend bij een in België gevestigde kredietinstelling. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen stelt vast dat de erkenning is vervallen en brengt dit ter kennis van de vennootschap met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot.

Afdeling 3. — Aanstelling van commissarissen-revisoren of revisoren en herroeping van hun opdracht

Art. 15. Onverminderd artikel 53, derde lid van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, is de instemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen als bepaald in hetzelfde artikel 53, eerste en tweede lid vereist vooraleer het bevoegde orgaan van de kredietinstelling een aanstelling voorstelt aan dat orgaan dat voor de benoeming instaat. Wanneer er een ondernemingsraad is, is diens instemming vereist vooraleer aan de raad een voorstel wordt gedaan.

Art. 16. De volgende regels zijn van toepassing wanneer een erkende revisorenvennootschap de functie uitoefent van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling :

1^o bij de aanstelling van de erkende revisorenvennootschap dient de Commissie voor het Bank- en Financieuzen vooraf in te stemmen met die aanstelling alsook met de door de vennootschap aangestelde vertegenwoordiger en, in voorkomend geval, plaatsvervangend vertegenwoordiger;

2^o de vertegenwoordiger in functie is over de uitvoering van zijn opdracht persoonlijk verantwoordelijk verschuldigd ten aanzien van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen;

3^o de erkende revisorenvennootschap kan de aanstelling van haar vertegenwoordiger of plaatsvervangend vertegenwoordiger slechts beëindigen na voorafgaande instemming van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen; de eventuele vervanging van de vertegenwoordiger gebeurt volgens de krachtens het 1^o voor de aanstelling geldende regels.

Art. 17. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen wordt door de kredietinstelling geïnformeerd over de bezoldiging die is verbonden aan de functie van commissaris-revisor of revisor, alsook over wijzigingen in die bezoldiging.

Art. 18. Bij herroeping van de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen is artikel 6, tweede tot zevende lid van dit reglement van toepassing. Voor de toepassing van deze bepalingen laat de revisorenvennootschap zich vertegenwoordigen door een erkende revisor die er lid van is.

Art. 19. De Commissie voor het Bank- en Financieuzen brengt de erkende revisor of erkende revisorenvennootschap onmiddellijk op de hoogte van haar mededelingen aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren wanneer de instemming als bedoeld in artikel 54 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van het toezicht op de kredietinstellingen wordt herroepen, wanneer de erkenning als bedoeld in artikel 6 van dit reglement wordt herroepen en wanneer zij met het oog op een tuchtonderzoek praktijken of tekortkomingen van de erkende revisor ter kennis brengt van het Instituut.

Afdeling 4. — Overgangsbepalingen

Art. 20. De erkenning wordt van rechtswege verleend aan de bedrijfsrevisoren die, op de datum van de inwerkingtreding van Titel II, hoofdstuk 3, afdeling 2 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, door de Commissie voor het Bank- en Financieuzen waren erkend met toepassing van het erkennings- en tuchtrecht van de Bankcommissie van 6 september 1983 en die gedurende ten minste vijf opeenvolgende jaren de functie van erkende revisor bij een kredietinstelling hebben uitgeoefend.

Art. 21. Voor de toepassing van artikel 3, tweede lid, van artikel 6, vijfde en zesde lid en van artikel 9, worden de functies van commissaris of revisor als bedoeld in artikel 19 van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 en van erkende revisor als bedoeld in artikel 19bis van hetzelfde besluit zoals gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1980, gelijkgesteld met de functies van commissaris-revisor of revisor bij een kredietinstelling als bedoeld in de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Section 5. — Abrogation, entrée en vigueur

Art. 22. Sans préjudice de l'article 150, alinéa 2 de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, l'arrêté de la Commission bancaire du 6 septembre 1983 portant règlement d'agrément et de discipline des réviseurs agréés cesse d'être d'application.

Art. 23. Le présent arrêté entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

Bruxelles, le 6 avril 1993.

Le Président,
J.-L. Duplat.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 4 juin 1993.

Le Ministre des Affaires économiques,
M. WATHELET
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Afdeling 5. — Opheffing, inwerkingtreding

Art. 22. Onverminderd artikel 150, tweede lid van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen is het besluit van de Bankcommissie van 6 september 1983 houdende erkennings- en tuchtreglement voor erkende revisoren niet langer van toepassing.

Art. 23. Dit besluit treedt in werking op de datum van inwerkingtreding van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen.

Brussel, 6 april 1993.

De Voorzitter,
J.-L. Duplat.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 4 juni 1993.

De Minister van Economische Zaken,
M. WATHELET
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 93 — 1431

14 MAI 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances, notamment l'article 1er, A, I, 3^o, remplacé par l'arrêté royal du 22 août 1984 et modifié par les arrêtés royaux des 15 janvier 1985, 11 juin 1986, 21 février 1989, 5 août 1991, 17 octobre 1991 et 9 octobre 1992 et VI, 2^o, rubrique « Services extérieurs », remplacée par l'arrêté royal du 18 novembre 1978 et modifiée par les arrêtés royaux des 11 décembre 1978, 5 juin 1979, 10 juillet 1979, 3 mars 1980, 22 août 1984, 6 août 1990 et 17 octobre 1991;

Vu l'avis motivé du Comité intermédiaire de concertation (département Finances) du 9 novembre 1988;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 novembre 1989;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 novembre 1989 et 4 mai 1992;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Dans l'arrêté royal du 24 février 1954 portant fixation du cadre organique du Ministère des Finances,

1^o à l'article 1er, A, I, 3^o, remplacé par l'arrêté royal du 22 août 1984 et modifié par les arrêtés royaux des 15 janvier 1985, 11 juin 1986, 21 février 1989, 5 août 1991, 17 octobre 1991 et 9 octobre 1992,

les mots

« Chef de section	112
Chef de section adjoint	
Rédacteur de 1 ^{re} classe	
Rédacteur des finances	

sont remplacés par les mots

« Chef de section	120
Chef de section adjoint	
Rédacteur de 1 ^{re} classe	
Rédacteur des finances	

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 93 — 1431

14 MEI 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 66, tweede lid van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende de vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën, inzonderheid op artikel 1, A, I, 3^o, vervangen door het koninklijk besluit van 22 augustus 1984 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 januari 1985, 11 juni 1986, 21 februari 1989, 5 augustus 1991, 17 oktober 1991 en 9 oktober 1992 en VI, 2^o, rubriek « Buitendiensten », vervangen door het koninklijk besluit van 18 november 1978 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 december 1978, 5 juni 1979, 10 juli 1979, 3 maart 1980, 22 augustus 1984, 6 augustus 1990 en 17 oktober 1991;

Gelet op het gemotiveerd advies van 9 november 1988 van het Tussenoverlegcomité (departement Financiën);

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 20 november 1989;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 20 november 1989 en 4 mei 1992;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 24 februari 1954 houdende vaststelling van het organiek kader van het Ministerie van Financiën,

1^o in artikel 1, A, I, 3^o, vervangen door het koninklijk besluit van 22 augustus 1984 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 januari 1985, 11 juni 1986, 21 februari 1989, 5 augustus 1991, 17 oktober 1991 en 9 oktober 1992,

worden de woorden

« Sectiechef	112
Adjunct-sectiechef	
Opsteller 1 ^e klasse	
Opsteller van financiën	

vervangen door de woorden

« Sectiechef	120
Adjunct-sectiechef	
Opsteller 1 ^e klasse	
Opsteller van financiën	